Les frontières dans la ville, entre pratiques et représentations

Robert Escallier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cdlm/1473>

DOI : 10.4000/cdlm.1473

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 79-105

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Robert Escallier, « Les frontières dans la ville, entre pratiques et représentations », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 73 | 2006, mis en ligne le 05 novembre 2007, consulté le 21 septembre 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/1473> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.1473>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

© Tous droits réservés

Les frontières dans la ville, entre pratiques et représentations

Robert Escallier

- 1 Lors du cyclone Katrina (responsable de la destruction partielle de La Nouvelle Orléans), le grand public et les médias français ont découvert stupéfaits la diversité des sociétés et territoires urbains, les processus d'exclusion à l'œuvre dans les villes nord-américaines ; à peine concluaient-ils péremptoirement leur critique du modèle socio-urbain nord-américain que les « banlieues françaises » explosaient soulignant tout autant les énormes distances qui séparent les territoires urbains et les populations qui les habitent. En France, comme aux Etats-Unis et dans la plupart des autres pays, la ville concentre toutes les ambiguïtés, les contradictions et les conflits d'un monde « globalisé » et déréglementé, en souffrance de nouveaux repères. La ville, hier outil du passage des sociétés à la modernité, sous l'autorité d'un Etat favorable à l'urbain, est désormais le lieu central de tous les enjeux, et de plus en plus un problème ce que résume la question urbaine.
- 2 Les paysages urbains, en termes urbanistiques et architecturaux, traduisent l'acuité des discontinuités, la profondeur des inégalités socio-économiques, la diversité des appartenances religieuses (la ville orientale), socioculturelles (la ville américaine)... Depuis toujours la ville, quelles que soient les périodes (temporalités), qu'elle soit ville comtale et ville épiscopale, ville des clercs et ville des laïcs, ville bourgeoise et ville ouvrière, ville européenne et ville indigène, ville formelle et ville informelle... est divisée, parcourue de discontinuités de diverses natures et intensités.
- 3 Cependant, jamais sans doute la ville ne fût concernée par une logique de séparation ou de divorce sociétal et spatial aussi prégnante. Lorsque les discontinuités territoriales qui traversent la ville deviennent suffisamment fortes pour séparer et pour éloigner les citoyens les uns des autres, le concept de frontière dans la ville (ou de frontière intérieure) acquiert pertinence et signification. Il satisfait le souci méthodologique légitime de regarder la ville autrement et de réexaminer la réalité urbaine et les politiques de la ville.

- 4 Ville et frontière, le dualisme sémantique suggère complexités et tensions dialectiques. Plusieurs interrogations et réflexions seront succinctement évoquées en introduction à une thématique jusqu'ici peu parcourue explicitement dans les sciences humaines et sociales.

La ville, culture et mouvement

- 5 La ville, dans son acception la plus classique et sans doute la plus utopique, est le lieu de civilisation, la forme évoluée d'organisation sociale et de gouvernement. Centre économique marchand, lieu de production, elle est un espace de rencontre et d'interactivité avant d'être un espace politique et administratif. A travers les rencontres et la connaissance de l'autre, les échanges de signes et de symboles tout autant que de marchandises, après expériences et tâtonnements, la ville s'affirme comme le lieu de l'intégration par excellence. Sa pratique est fondatrice d'une citoyenneté et d'une identité, sorte de respiration commune que d'aucuns nomment « la citadinité »¹.
- 6 La cité, lieu d'échanges et de sociabilité, est par essence un espace ouvert et familier des réseaux. La diversité des appartenances, des statuts, des itinéraires, des identités originelles favorise l'expression de formes secondes d'urbanité qui donnent aux villes leur originalité, leur richesse ainsi que leur fragilité. La pluralité prend des formes variées, résultat de l'agencement différencié des divers paramètres, dans des contextes historiques et politiques spécifiques. La dynamique urbaine demande des ajustements entre la diversité des composantes et le besoin de cohérence de l'organisation sociale et territoriale, entre identité collective et identités infra citadines, entre l'ouverture aux réseaux et le nécessaire contrôle des flux, entre effervescence et ordre. Difficile exercice d'équilibre qui réclame entre autres l'impartialité des organismes et institutions chargés de le maintenir. Car si la ville est « un mécanisme extraordinaire pour produire de la société » comme l'affirme J. Donzelot², encore faut-il que ce mécanisme soit entretenu, difficile exercice, et qu'il favorise la pérennité des relations entre le public et le privé, ainsi que celle de la circulation des flux entre les lieux, les quartiers et les parties de ville.
- 7 Tout organisme urbain vivant est d'abord mouvement³, fluidité, accessibilité, creuset.
La frontière, enfermement et rupture
- 8 Fondamentalement, la frontière s'oppose au mouvement ; « la frontière connote la barrière et le contrôle, l'arbitraire et l'artificiel, le colonial et l'impérialiste... » écrivait M. Foucher⁴. De manière classique, elle est définie comme la limite de souveraineté et de compétence territoriale d'un Etat. De fait, elle révèle l'exercice d'un pouvoir ce qui implique tout un système de contrôle, de filtrage des flux avec des effets liés de barrière... Elle est une limite entre deux systèmes différents, l'interface d'organisations territoriales distinctes.
- 9 La frontière relève de l'ordre de l'appropriation et de la territorialisation, c'est à dire « d'une relation forte d'un groupe social avec son espace, résultant d'une prise de possession de nature patrimoniale » comme le relève J.L. Pernay⁵.
- 10 Le thème de la frontière dans la ville, de la frontière intérieure, c'est en quelque sorte la reconnaissance d'espaces urbains partagés, de portions de ville soumises à des règles et à une vie sociale qui échappent à la vision classique et utopique, de la cité vécue comme espace global et solidaire. Dès lors que des espaces urbanisés sont inaccessibles à certains groupes – les non-propriétaires, les non-invités, les non-nobles, les non-

autorisés, les marginalisés, les exclus, les discriminés du fait de la couleur de leur peau ou de leur naissance, les indigènes plongés en raison de leur statut dans l'extranéité, les immigrants – la ville (les pouvoirs, les institutions, les acteurs en présence) en acceptant que son espace soit composé de «territoires limités » (au sens de limites définies), se décline comme un système socio-spatial composite.

- 11 La frontière intérieure situe l'image de la ville à l'opposé de l'idéal type urbain.
- 12 Certes, les discontinuités sont inhérentes à tout organisme politique, économique et social, à dimension géographique et depuis toujours, la division socio-spatiale de la ville est attestée. La cité est un tout composé de différentes unités fonctionnelles, résidentielles, plus ou moins visibles et contrastées. Le quartier désigne la fraction, relativement homogène et aux limites reconnues, de l'espace urbain, qui fait sens pour les habitants. Ceux-ci lui donnent (et se donnent avec) une identité seconde. La pluralité des quartiers reconnue par la société à travers les associations, les manifestations festives... constitue même le terreau de la cidadinité et participe à la qualification de l'ensemble.
- 13 Quant aux autorités urbaines, responsables de la gestion du territoire urbain, depuis longtemps, elles l'ont subdivisé en unités administratives et politiques à fin d'optimisation du gouvernement de la cité. Dans bien des cas, ces unités ont donné vie à des partitions sociales pérennes.
- 14 Cependant, la revendication d'appartenance à tel ou tel quartier et le constat de limites n'induisent pas des évolutions conduisant à des ruptures territoriales, assimilables à des frontières internes. D'autant que pour entretenir la familiarité de tous à l'urbanité, des lieux de convergence et de rencontres sont aménagés. L'accessibilité des espaces publics⁶, lieux vertueux de la citoyenneté comme porteurs des valeurs de l'échange interpersonnel, et pacificateurs des relations sociales, mesure la qualité de la sociabilité du système urbain, le degré de partage de la vie urbaine. L'histoire a démontré que les espaces publics étaient un enjeu politique et urbanistique capital. Leur absence (le modèle de Johannesburg selon J. Levy) ou leur destruction (physique comme à Beyrouth au temps de la guerre civile) signifient séparation, démarcation, frontière. La destruction par la matérialité du chaos physique et par sa symbolique est bien un acte volontaire d'expression du refus de la rencontre, de l'échange, de la peur de la contagion idéologique démocratique, c'est aussi la négation de l'accessibilité, de toute sociabilité englobante et universelle, de toute civilité qui est consubstantielle à la cidadinité.
- 15 C'est moins les discontinuités que ce qui fait passer des discontinuités inhérentes à toute construction, à l'état de frontières internes qui est au cœur de l'interrogation.
Ville et frontière, deux termes antinomiques
- 16 « Ville et frontière », la juxtaposition des deux termes renvoie d'abord à la qualité de l'environnement urbain, puis à la réalité de la ville tiraillée entre la préservation de son unité et la reconnaissance de sa division- fragmentation. Les frontières dans la ville décrivent un état avancé de décomposition d'un ordre urbain où la ville et la société ne sont pas une somme de territoires et de groupes revendiquant une identité propre et un désengagement ou un rejet de toute référence globale et de toute norme (code...) rectrice de comportements communs. Elles soulignent la séparation des communautés, que celles-ci soient reconnues et intégrées dans la normalité du politique ou non

comme dans la France républicaine, tout autant l'absence de mixité sociale, les discriminations de toutes sortes, les processus de ghettoïsation...

- 17 La reconnaissance dans la ville de lignes de discontinuités franches, de frontières incontestables, équivaut à un constat de non-maîtrise du processus de développement urbain et d'existence de forces créatrices antagonistes (non contrôlées), d'intérêts divergents...constat qui amène à s'interroger sur la qualité de la gouvernance urbaine, sur la politique urbaine, ses acteurs, son contenu. Le dualisme sémantique devient de fait synonyme de tensions, d'affrontements, de violences, de crise d'identité et de la représentation. Dans une certaine mesure, il réinvente le débat sur la ségrégation urbaine et interroge le concept de fragmentation sociale et spatiale.
- 18 La fragmentation⁷, l'emploi du mot apparu à la fin des années quatre-vingt, évoque le constat de délitement des équilibres établis entre les dynamiques proprement spatiales (variables selon les modes successifs de production) et les mécanismes de différenciation sociale : les acteurs, les rôles, les inégalités sociales, les mécanismes d'exclusion et de désolidarisation sociale. Car elle induit un processus de division, d'éclatement même de la ville comme entité globale cohérente.
- 19 La montée (souvent brutale) de l'urbain, mesurée par l'augmentation du nombre des citadins et par la multiplication du nombre des organismes urbains, le mode de croissance urbaine à prépondérance exogène de nature plus démographique qu'économique (jusqu'à récemment dans les pays en cours de transition urbaine, les PVD), la massification des plus grandes villes (la métropolisation), l'élargissement des périmètres urbains, la spécialisation fonctionnelle des espaces urbanisés, ces facteurs parmi d'autres participent aux transformations profondes des espaces urbains, au passage de la cité à l'agglomération, puis à l'aire urbaine, évolution conduisant à différencier de plus en plus des « portions » de ville, des villes dans la ville. On peut accepter l'idée que la division sociale de l'espace est inhérente à la croissance de la ville, celle-ci produisant automatiquement de la différenciation qui ne signifie pas cependant absence de circulation des flux entre les diverses parties.
- 20 Aussi, ces facteurs paraissent moins déterminants et décisifs dans la distribution des populations que les processus discriminatoires et ségrégationnistes qui n'ont pas cessé dans la ville contemporaine, tout au long des années, de connaître de sensibles approfondissements. La ségrégation, cette stratégie de mise à distance de l'Autre (représenté par des catégories sociales, des groupes socio-culturels...), provoque l'action déterminée de la communauté dominante, disposant de la force politique (de police) ou économique et capable de modifier à son avantage l'ordre politique et social, afin d'exclure certains individus ou collectifs de son territoire (ou considéré par eux comme tel). Lorsqu'elle est affichée et théorisée, la ségrégation se fonde sur des bases idéologiques qui se résument à la reconnaissance de différences de nature raciale, ethnique, religieuse ou communautariste et affirment la supériorité d'un groupe sur un autre. Plus souvent, elle s'inscrit implicitement dans une logique de nature essentiellement économique ayant des traductions socio-spatiales tranchées, dès lors que les lois du marché foncier et immobilier ne sont pas maîtrisées ou corrigées par l'action du politique⁸. Dans ce cas, la ségrégation sociale n'est que l'aspect proprement géographique du processus d'intégration sociale et culturelle dans la cité ou d'une autre façon la représentation spatiale des inégalités et des pratiques liées.
- 21 La ville apparaît sans nul doute beaucoup plus fragilisée, menacée dans ses fondamentaux sociaux que dans ses cadres physiques ou matériels, ainsi que la

« rébellion » des « banlieues » l'a montré en France récemment⁹. Les mêmes quartiers, les mêmes formes urbaines ont relativement bien vécu les périodes de forte croissance économique, de mobilité et promotion sociale, d'intégration sociale des ruraux déracinés par les modernisations, débouchant sur des formes notables de mixité sociale ; ils vivent mal les années de stagnation, de ralentissement de la croissance économique, la montée du chômage et de nouvelles pauvretés, la marginalisation ou l'exclusion des populations discriminées par l'origine ethno-sociale¹⁰.

- 22 Les valeurs d'intégration et au-delà même d'assimilation ont prévalu pendant longtemps; la ville se voulait être un creuset qui socialisait et territorialisait les nouveaux venus, non sans difficultés et problèmes cependant. Elle y parvint tant que l'économie put absorber la force de travail notamment celle importée par la migration, spontanée ou organisée. Dans les pays en voie de développement, lorsque les déstabilisations des campagnes projetèrent en ville des flots de migrants de plus en plus puissants qui dépassèrent largement les capacités intégratives des économies et des sociétés urbaines, la ville fut comme submergée et un temps incapable de s'ajuster à cette situation nouvelle. Des valeurs qui lui étaient étrangères jusqu'alors s'introduisirent dans la cité qui en subit les contre coups.
- 23 Ainsi, dans les pays du Monde arabe, furent analysés les processus dits improprement de « désurbanisation », de ruralisation ou de néo-citadinisation des villes responsables d'une remise en question de la citoyenneté¹¹. Dans les villes des pays développés et riches, les difficultés à mobiliser la force de travail, la généralisation du chômage, l'aggravation des inégalités sociales ont provoqué la dramatisation/ethnisation des relations sociales et la catégorisation des populations qui hier encore étaient considérées comme immigrés et producteurs, désormais ethniciées et perçues comme arabes, africains... Sur le territoire français, l'ethnisation des relations sociales, le fait que la population des cités en majorité de nationalité française soit toujours entrevue comme maghrébine ou noire, sans travail et disqualifiée, décrivent une situation de séparation sociale, d'émergence de citoyenneté « seconde », de marginalisation socio-spatiale.
- 24 L'affaiblissement de la citoyenneté et des sociabilités avéré, la ville a oublié de se confronter positivement à l'altérité. Dès lors les processus ségrégationnistes se sont généralisés ajoutant aux inégalités socio-spatiales incontestables et établies, une dimension ethnique et spatiale jusqu'ici peu représentée dans les villes européennes. Les « ghettos urbains », les formes de communautarisme, absents de la ville européenne contemporaine représentent désormais un fait nouveau et problématique attestant de nouvelles discontinuités socio-ethniques dans la ville (phénomène en voie de banalisation dans les villes mondiales).
- 25 Trois types de frontières internes ont été repérés et retenus : les frontières imposées, les frontières spontanées et les frontières imaginaires.
1 - Les frontières imposées ou les frontières, produits de la stratégie (et du politique), du planifié et du construit
- 26 Lorsque l'Europe assujettit le monde et édifie de vastes empires coloniaux... la domination politique, la main mise économique s'exercent dans les pays conquis à partir des villes. Centres urbains créés ex-nihilo ou agglomérations urbaines « sélectionnées » dans les réseaux urbains pré-coloniaux et « recyclées », villes mises au service du projet colonial, s'inscrivent sur le sol la prééminence de la formation dominante sur la société locale, rapidement infériorisée, sinon « ringardisée ». En ville en attestent

le départ des familles aisées de notables et des bourgeoisies locales des centres historiques ainsi que l'absence d'attention portée par les nouvelles autorités municipales à la ville ancienne délaissée. Partout on remarque dès lors la paupérisation des paysages sociaux et la surdensification des lieux¹².

- 27 Le processus ségrégatif dans la ville tel qu'il fut imposé et rationalisé avait pour objectif la maîtrise de la croissance de l'espace urbanisé sous l'hypothèse que l'opération assure l'exercice du contrôle étroit de la société dominée. Le principe de ségrégation ethno-culturelle tel qu'il est appliqué, décrit la formation de quartiers différenciés, distincts et spécialisés. L'opposition des quartiers « blancs », européens et modernes, aux quartiers « noirs, indigènes, arabes » et anciens, est caractéristique de cette période et (ré)invente un nouveau cloisonnement de la cité.
- 28 Les principes qui guidèrent les réalisations urbaines sont connus, aussi seront-ils rapidement évoqués¹³.
- 29 L'idée de séparer les Européens des autres citadins (ou néo-citadins) fut sans doute le souci constant, peut être même l'obsession des autorités coloniales aux dix-neuvième et vingtième siècles. Elle ne varie guère durant toute la période coloniale. L'augmentation du nombre des Européens (jusqu'à la veille des Indépendances comme au Maghreb), la diversification socio-économique de la communauté d'expatriés, la différenciation des quartiers européens – les quartiers « des petits blancs » situés à proximité des secteurs « réservés » aux classes les plus riches où domine le modèle de la villa individuelle entourée d'une végétation luxuriante entretenue¹⁴ – n'entament en rien le principe de la séparation. On a pu évoquer une sorte « d'apartheid rampant », caractéristique des années de domination coloniale.
- 30 La ségrégation spatiale est la projection sur le sol du sentiment de supériorité, doublé d'un niveau d'intolérance et de mépris chez certains, éprouvé par les Européens vis à vis de la société et de la culture endogènes. La ségrégation a la signification d'un marquage politique ; il s'agissait d'afficher les différences et de séparer nettement le colonisateur du colonisé. Il devait émerger et se diffuser naturellement l'idée et la représentation de la supériorité (qui n'était pas ressentie comme de nature simplement technique) d'une communauté sur l'autre. La ségrégation est le signe fort et évident de la catégorisation des populations qui s'accompagne toujours d'un effet de stigmatisation (et pas seulement au cours de cette période). Elle s'associe à d'autres objectifs tout aussi prégnants aux intentions plus spéculatives et mercantiles. Ce qui valut, intéressant paradoxe et ambiguïté politique, le comportement d'un représentant emblématique de la colonisation française, le Résident général Lyautey, affichant un dédain, un mépris même à l'égard du rôle de nombreux hommes d'affaires qui avaient trouvé à Casablanca, dans le grand port marchand, un lieu privilégié d'expression pour une spéculation totalement débridée et bientôt contraignante au plan de l'aménagement urbain.
- 31 Partout les quartiers « réservés » aux Européens se multiplient entraînant l'accaparement d'une fraction du sol urbain par les promoteurs-spéculateurs et une très grande inégalité dans l'appropriation et l'aménagement du territoire urbain. La ville européenne couvrit longtemps une part majeure de l'espace urbanisé (ou en cours d'urbanisation) alors que le poids des Européens dans l'ensemble de la population, malgré de notables exceptions) était souvent médiocre.
- 32 L'aménagement de la ville coloniale « moderne » reçut l'essentiel de l'investissement, la plus grande attention des urbanistes¹⁵. La seule ville qui compte alors est la ville des

Européens. Tout est fait pour renforcer cette prééminence, accroître la « distinction spatiale » qui est aussi une mise en distanciation¹⁶.

- 33 La division de l'espace urbain est ethnique et fonctionnelle. La séparation physique, matérielle, morphologique de la ville est planifiée, organisée ; dans les pays où les traditions citadines sont moins bien enracinées qu'ailleurs, la toponymie est significative et le terme même de ville est refusé au quartier « indigène ». Partout les objectifs ségrégationnistes sont appliqués quand bien même ils ne sont pas affichés comme dans les colonies françaises où la République héritière de la Révolution de 1789 exclut toute ségrégation organisée reposant sur le droit et sur des principes inégalitaires.
- 34 Dans les pays musulmans, aux villes historiques – la ville orientale – ceinturées de remparts, marquées par une structure viaire radio-concentrique, par la situation « centrale » de la grande mosquée (Jemaa), la présence de quartiers spécialisés dans le commerce et l'artisanat (souk ou bazar) et les quartiers résidentiels péri-centraux, les autorités coloniales juxtaposent de « nouvelles villes », quartiers à plan géométrique, largement ouverts à la circulation automobile, conçus selon des modèles urbanistiques importés. L'opposition est radicale. A propos des villes du Maghreb, J. Berque¹⁷ écrivait : « Le contraste vous saisit entre l'enchevêtrement clos de la médina et les croisées orthogonales de la ville-neuve. C'est la bataille de la droite contre la courbe : bataille de figures, bataille de sociétés. Au Caire, on observe suivant des modalités différentes la mise en place d'une double structure urbaine de même type, celle de la ville orientale traditionnelle et celle de la ville européenne, chacune fonctionnant selon son propre système. Au tournant du 19^e et du 20^e siècle, on donne à la zone centrale de la ville nouvelle construite le mot tamaddun. « C'est la zone civilisée, la zone de l'avenir, moderne, occidentalisée, cultivée, propre. On l'oppose à l'ancienne ville aux rues étroites et aux maisons irrégulières que l'on identifie comme arriérée et en régression : taâkhur »¹⁸
- 35 La logique de cloisonnement de la cité suivant des critères de nature ethnique et politique trouva en Afrique du Sud son aboutissement lorsque, à l'arrivée au pouvoir du Parti national en 1948, fut théorisée la politique de ségrégation raciale programmant la séparation des nations et des territoires (ségrégation spatiale) ce que le mot afrikaan : apartheid (développement séparé) recouvre. Le compartimentage de l'espace urbain en application d'un zonage strict imposé par le système législatif¹⁹ fut alors généralisé. Jamais la réalité de la frontière dans la ville ne fut aussi proche de celle de la frontière inter-étatique²⁰ classique qui sépare, contrôle, limite la circulation des personnes et des biens.
- 36 La séparation géographique des groupes ethniques et culturels est sinon imposée, encouragée par le pouvoir politique « blanc et européen ». Les stratégies résidentielles différentielles des citoyens, selon les origines géographiques et ethniques, sont déterminées à la fois par la volonté d'exclure et de rejeter certains groupes (vers les « quartiers indigènes », vers « la nouvelle médina ») et par un mouvement d'agrégation forcé et subi par les familles de même origine ethnique, culturelle. Bien sûr, les processus d'exclusion ou de rejet ne s'affichent guère, à l'exception de l'Afrique du Sud, l'exclusion fut rarement une exclusion de droit plus souvent de fait en raison de contraintes foncières, financières, économiques, juridiques ... ou culturelles. Naissent alors différentes combinaisons sociales dans la ville, significatives d'enjeux politiques plus ou moins bien maîtrisés.

- 37 Plusieurs types de frontières planifiées, programmées et construites apparaissent en fonction d'un jeu d'intérêts et d'interactions complexe entre les acteurs politiques, les acteurs économiques majeurs (institutionnels, privés...), les différentes composantes de la société et de leurs équilibres internes.
- 38 Selon les lieux, les époques, les niveaux techniques, on a pu distinguer plusieurs fonctions dévolues aux lignes de séparation ou de démarcation dans la ville. Ainsi furent définies des frontières dites de « mobilisation », de « protection », de « défense », de « refoulement », autant de termes (en oubliant d'autres formes intermédiaires) qui évoquent la force, le conflit, termes « guerriers », à l'opposé des notions de solidarité et d'accueil et du concept de citoyenneté. De fait, la ville coloniale ne fut jamais un espace de quiétude pour le plus grand nombre non européen (l'indigène), soumis à deux impératifs incompatibles, celui de travailler et de pénétrer dans l'espace public « réservé » européen et celui de ne pas s'y « montrer », de passer quasiment inaperçu pour ne pas en être « éjecté » brutalement.. On connaît encore le compartimentage de l'administration municipale correspondant à la bi-polarité (pluri) ethnique de la ville coloniale. De la même façon, on peut évoquer la valorisation des principes de l'hygiénisme qui ne fut souvent qu'un leurre en vue de la légitimation de la ségrégation résidentielle²¹, ainsi que celle du culturalisme, occasion de justifier l'absence de timidité dans la refonte des tissus urbains de certaines villes (quartiers) historiques (l'exemple de Damas).
- 39 Là où sévissent les mécanismes ségrégationnistes fondés sur le principe structurant majeur : la supériorité de la communauté européenne, la bi-polarité socio-ethnique fut créatrice de la ville duale. Pendant un temps plus ou moins long, la ville offrit ce paysage bi-face parcourue par la frontière culturelle, linguistique, technique, économique... séparant deux sociétés et deux univers distincts. Cependant, la simplicité apparente de deux cités se disputant le même territoire fut rapidement brouillée et compliquée avec l'arrivée des ruraux et le bouillonnement des zones périurbaines. J. Berque (op.cité) pouvait écrire : « La menaçante vitalité du faubourg accentue le déséquilibre de la ville, désormais tiraillée entre foyers rivaux... et ces partages se compliquent de rivalités ethniques ». A la fin des empires coloniaux, aux discriminations de nature ethnique, se substituèrent les mécanismes ségrégationnistes de nature économique et sociale, ce qui n'empêcha pas l'interférence avec d'autres dimensions discriminantes fondées sur l'appartenance au clan, à l'ethnie... .
- 40 La ville d'aujourd'hui est parcourue de frontières internes, imposées et construites par le politique. En quelques cas remarquables, elle connaît la situation forcée d'espaces urbains traversés par des lignes de front(ières) surveillées et étanches qui, pendant un temps plus ou moins long, font éclater l'unité de la Cité. Les affrontements politiques et géopolitiques sont tels que des parties de ville ne se rencontrent plus, s'ignorent, que les réseaux qui les faisaient participer au même système, au même ensemble sont coupés et désactivés. Hier, c'était le cas de Berlin, aujourd'hui encore celui de Nicosie ou de Jérusalem.
- 41 Plus fréquemment, le tracé de frontières internes construites et instrumentalisées décrit le partage de la ville entre groupes confessionnels rivaux (protestants et catholiques résolument opposés dans un territoire urbain « piégé » par une opposition séculaire comme à Belfast), entre groupes ethniques (à Mogadiscio, encore que les rivalités entre groupes relèvent sans doute plus aujourd'hui d'intérêts mafieux), entre communautés ethno-culturelles plongées, un temps, dans l'irrationnel d'une pensée

politique délirante (la fin de la Sarajevo multiculturelle). Ailleurs, des minorités ethniques étrangères ou les groupes de réfugiés sont cantonnés dans des espaces limités et contrôlés, souvent « ghettoisés » de la « non ville ». Parmi ces formes spatiales se trouvent les camps de réfugiés, les « quartiers temporaires » que la ville officielle ignore superbement comme à Beyrouth ou en d'autres villes où se sont installées les réfugiés Palestiniens au Proche Orient.

- 42 En d'autres lieux, les travailleurs immigrés peuvent être regroupés hors de la cité, à la périphérie de celle-ci du fait des responsables politiques soucieux de maintenir leurs citoyens-clients à l'abri de toute « contamination » idéologique introduite par les immigrés « contractualisés », ces travailleurs temporaires originaires de différents pays. Dans les pays du Golfe, rentiers du pétrole, le « traitement territorial » de la migration est significatif. On y observe aux deux extrémités de la gamme des objets spatiaux l'édification de « ghettos de luxe » pour étrangers à haut niveau de qualification et de revenu, et les zones de baraquements ou de bungalows pour les employés de passage peu qualifiés et à faible niveau de revenu.

2 - Les frontières dans la ville et les mécanismes de ségrégation économique et sociale

- 43 L'hétérogénéité des formes et des tissus urbains, ainsi que les divorces territoriaux sont des constantes caractéristiques de la ville. Dans le Paris du dix-neuvième siècle, « les beaux quartiers »²² contrastent avec « la zone », domaine des Apaches, les quartiers bourgeois avec les cités ouvrières et les quartiers populaires (ou prolétariens). En ville aujourd'hui, les quartiers résidentiels fermés s'opposent aux « ghettos », les condominios²³ aux barrios, les quartiers « branchés » aux espaces résidentiels des populations « reléguées », exclues, pauvres et marginales.
- 44 Les discontinuités sont inhérentes à toute production d'espace géographique. En ville, elles résultent de l'exploitation sociale différentielle des césures et inégalités de différentes natures, liées au cadre physique, à l'exposition, ainsi qu'à l'histoire économique : la présence de friches industrielles, d'infrastructures circulatoires... Cependant, observés partout, dans les métropoles des pays du Sud²⁴ comme dans les villes du Nord, mais d'intensité variable, les contrastes paysagers révèlent la « pathologisation » des espaces géographiques, les tensions ainsi que les enjeux latents. Les dysfonctionnements des systèmes urbains sont d'autant plus sensibles que les institutions municipales en charge de la gouvernance sont déconnectées de la réalité quotidienne ou impuissantes financièrement, juridiquement à agir et à peser sur le devenir de nombreux quartiers de leur propre ville ; d'autant que les représentations des différentes parties et communautés de la ville par les acteurs sont fréquemment marquées de stéréotypes tenaces dont les conséquences sur le mode de fonctionnement et sur l'aménagement urbain ne sont pas négligeables.
- 45 La dissociation des parties de ville souligne le lien étroit et fort, établi entre les processus de différenciation sociale et les logiques (et dynamiques) spatiales, et ce tout au long de la phase dite de transition urbaine. La ségrégation spatiale dont on mesure les degrés suivant divers indices²⁵, paraît d'autant plus marquée que les mesures coercitives de différentes natures qui limitent ou restreignent ses effets, sont désactivées. Parmi celles-ci, les politiques de la ville, la mise en chantier de schémas directeurs d'aménagement urbain, la lutte contre la spéculation foncière et immobilière, la taxation des plus values, l'application des règlements d'urbanisme... Or durant la dernière phase de croissance et de développement urbain, en liaison avec la mondialisation des marchés et l'amplification des concurrences spatiales²⁶, le défaut de

réserves foncières, la spéculation, l'augmentation du coût des terrains à lotir ou du mètre carré à habiter ont avivé les mécanismes de différenciation sociale, producteurs d'inégalités spatiales.

- 46 Plus la société est inégalitaire, plus les contrastes de revenus et de richesse sont sensibles, et plus les discontinuités spatiales se renforcent et acquièrent des traductions territoriales fortes. La globalisation des marchés impose de nouvelles logiques de productivité/rentabilité qui suscitent des inégalités de toutes natures. La précarisation du statut de l'emploi ce dont atteste le remplacement du CDI (contrat à durée indéterminée) par le CDD (contrat à durée déterminée) dans les pays à modèle social, est le vecteur majeur du changement sociétal et de l'aggravation des inégalités économiques et sociales aux effets induits multiples comme on le constate en France et en Europe. De façon générale, les plus concernés par le chômage endémique, les petits boulots, les activités informelles de faible rentabilité, soit les classes pauvres, sont aussi les moins bien soignés ce que démontrent les analyses de démographie sociale – mortalité infantile et juvénile différentielle selon les quartiers d'une même ville, à Paris comme au Caire... Ce sont aussi les moins bien scolarisés et éduqués y compris dans les pays riches pourvus de systèmes éducatifs performants mais profondément inégalitaires²⁷ -absence d'équité flagrante, mais souvent niée de l'intérieur -, les moins bien représentés dans les instances politiques et syndicales, mais les plus discriminés, sinon stigmatisés. La dualité du marché du travail²⁸, les discriminations dont sont victimes les plus pauvres, les exclus, les minorités visibles...favorisent les situations de séparation des groupes, de dissociation des communautés, d'absence de mixité sociale qui est une sorte de négation de la citoyenneté classique, définie comme le « vivre ensemble » responsable d'une capacité collective à faire adhérer à un même projet commun des groupes différents.
- 47 Les nouvelles polarités sociales – dualisme social entre les branchés et les débranchés, entre ceux du « in » et ceux du « out » – induisent des phénomènes de rupture, de déchirement des tissus urbains, des mécanismes de désolidarisation, puis de regroupement selon des affinités diverses. Celles-ci sont plus matérielles, économiques et sociales qu'ethniques et culturelles dans la ville d'aujourd'hui. Dans bien des cas, les rapports entre violence et religion, ghetto et ethnicité, tels qu'il sont médiatisés, relèvent du pur fantasme.
- 48 Comment ces discontinuités s'insèrent-elles et font sens ? Il s'agit de comprendre les mécanismes de la structuration sociale du territoire, la compétition pour l'espace entre les divers groupes sociaux et ethno-culturels , les processus de rassemblement, d'agrégation, de coalescence sociale, soit les différents combinatoires ou complexes sociaux.
- 49 Le concept de marginalité rend-il compte des mécanismes de structuration urbaine dans un grand nombre de villes en particulier dans les pays en voie de développement. Si la « marginalité » spatiale est incontestable et mesurable (nombreux indices, de la localisation géographique, du degré d'illégalité, de la densité du bâti, aux mécanismes progressifs de réhabilitation...), elle n'atteste pas d'une marginalité sociale « objectivable ». Le concept de marginalité sociale parce qu'il répercute implicitement l'image que se font les « élites » des classes populaires, introduit du flou dans la connaissance de la dynamique spatiale et du mode de fonctionnement urbain. Lorsque la plupart des (néo-)citadins, « cette immense minorité » évoquée par l'écrivain mexicain Octavio Paz, vivent dans des quartiers non-réglementaires qualifiés de

« clandestins », d'illégaux dans les villes du « Sud » et sont immergés dans l'économie informelle, ne faut-il pas inverser les termes de la problématique ? Ce sont les groupes minoritaires bénéficiaires de l'économie globalisée (formelle) et des mutations technologiques (économie de l'information), soit les classes aisées et moyennes supérieures, qui apparaissent au plus grand nombre comme étant hors normes. C'est ce que répercute, de façon caricaturale, leur idéal urbanistique et architectural.

- 50 La marginalité dans ce cas ne serait-elle pas un mode de marginalisation par les élites (les pouvoirs ou les médias)...de populations qui fondamentalement souffrent de la non reconnaissance de leur citoyenneté, de leur identité et du refus de prendre en compte leur aspiration à plus d'urbanité...sans évoquer l'injuste répartition sociale des richesses.
- 51 La frontière dans la ville n'apparaît-elle pas et ne devient-elle pas active lorsque les populations des quartiers qualifiés de « périphériques », à la suite du constat d'échec des politiques urbaines, du sentiment profond d'être délaissées par le politique, d'être renvoyées et enfermées dans des zones d'opacité (hier les géographes auraient évoqué des situations d'enclavement), de leur invisibilité sur la scène sociale et politique (à l'exception de brusques irruptions)...n'expriment plus, désenchantées, le désir du droit à la ville, mais au contraire se replient sur elles-mêmes et s'approprient des territoires abandonnés (par la République), ces zones dites de non droit, et tout ceci comme par défaut ?
- 52 Les représentations stéréotypées des populations défavorisées des zones d'habitat informel, des grands ensembles d'un urbanisme de banlieue (demain peut être dans les villes nouvelles, en région parisienne), pilotant des expériences de territorialité de repli ou de retrait « forcées » du fait de leur situation de détresse (sociale) et d'abandon, ont-elles un sens tant au niveau géographique qu'au plan politique ? L'horizon de la ville ne peut-il être perçu que comme une segmentation poussée au paroxysme ?
- 53 Aucun groupe de quartier ne prétend à la séparation d'avec la société globale... à l'exception des classes riches et dominantes. Bien au contraire, c'est l'accès à la ville qui est revendiqué. N'est-ce pas le sens profond de la révolte des jeunes des « banlieues » françaises de l'automne 2005 : l'émeute, expression de la colère de se sentir l'objet de suspicion constante comme moyen de lutter contre l'indifférence, l'émeute comme pratique politique de populations stigmatisées et plongées dans le « out » (le dehors) qui n'aspirent qu'à vivre dans le « in », à être reconnues comme partie intégrante de la société urbaine (et non point comme sécessionniste du fait de leur origine socio-culturelle). Ceci, même si l'autonomie du groupe que la frontière conforte, favorise à la fois le désir d'entreprendre (dans le licite ou l'illicite), celui de se soustraire à tout contrôle (fiscal, policier, urbanistique...) et démontre encore le défaut d'intérêt et d'investissement des pouvoirs publics.
- 54 La frontière interne dont la limite apparaît plus floue et moins bien « éclairée » que ne l'expriment les représentations médiatiques ou autres, devient un champ de paradoxes. Paradoxe d'une même dynamique exprimant à la fois le désir d'urbanité et le constat de fin de ville, derrière des murs...d'incompréhension. Paradoxe de fragments de ville et de segments d'urbanité conduisant à des processus de métissage culturel partisan d'une autre citadinité. Paradoxe de l'exclusion et à partir du cloisonnement territorial, de l'émergence de nouveaux acteurs dans la ville. Paradoxe entre la marginalité socio-spatiale de groupes dans la ville et leur immersion dans des réseaux internationaux assurant la connexion de la cité au marché-monde. Paradoxe du modèle envié et copié

de la maison individuelle, du lotissement péri-urbain, sachant qu'en diffusant du pavillonnaire, la ville ne produit plus de la centralité, d'espaces communs publics, pourtant essentiels à l'entretien d'une citoyenneté partagée.

55 Comment gérer ces paradoxes ? Comment redonner à la ville sa capacité à produire de la société ? Les institutions urbaines responsables entretiennent-elles encore des rapports de négociation et de collaboration permanents avec les acteurs principaux de la scène urbaine, prennent-elles suffisamment en compte les interactions entre les acteurs au sein des réseaux, des associations...

56 La frontière reflet de la co-existence de pouvoirs, de dynamiques contrastées et opposées, évoque la difficile gestion de la ville où le social, l'ethnique, le territorial se cherchent, se rencontrent, se disputent et se rapprochent s'ils parviennent à s'affranchir des « frontières mentales ».

3 - "Des frontières dans les têtes", frontières imaginaires, frontières immatérielles (invisibles)

57 L'immatérialité comme le ressenti, le perçu comme le vécu procurent des sensations multiples qui, par la médiation des discours, des images, produisent des incompréhensions, soulèvent des peurs. Ainsi naissent des frontières plus étanches encore que les frontières « matérialisées », repérables, concrètes (topologiques). Ces frontières dessinent dans les têtes une structuration particulière de l'espace urbanisé, désigne un mode d'appréhension du construit anticipant les conduites et les rapports à l'espace.

58 Depuis longtemps, les citoyens instruisent un dialogue avec « la peur », les pauvres étant considérés comme « hors de la société », leurs territoires, « hors la ville », leurs conduites, « hors la loi ». Les populations dérogeant au modèle commun furent de tout temps stigmatisées et un discours récurrent les désigne comme menace potentielle. La peur sociale signale ainsi des espaces de « l'étrange étranger », instrumentalise des quartiers et des territoires. Leurs représentations stéréotypées ont inspiré les théories de l'ethnisation des rapports sociaux et territoriaux, ou encore les analyses conduites sur les stratégies de sécession dans la ville cloisonnée ou segmentée. Aussi, la perception idéalisée de la ville s'efface. Les qualités de cohérence, de convivialité et d'interactivité qui lui étaient prêtées disparaissent, remplacées par la conviction diffuse du délitement spatial suite au procès de désocialisation, du règne du non droit et par le sentiment obscur mais réel d'insécurité.

59 La relation et la médiatisation des désordres ou des violences urbaines amplifie les peurs, excitent l'imagination... d'autant mieux que la majorité des citoyens ne connaît pas la réalité banale du quotidien des quartiers défavorisés. Pour elle, la « ville de l'Autre » lui est souvent aussi étrangère qu'au visiteur²⁹

60 Toute dissemblance est ressentie, perçue, vécue comme une agression latente. Ce mode de perception des différences prive le citoyen du désir de s'approprier et d'accéder à l'ensemble du territoire urbain, et le conduit à un repli sur l'espace de vie, associant espace fonctionnel ou de travail, espace résidentiel et espace ludique. Ainsi à force d'éviter certaines routes urbaines, certains itinéraires ou territoires urbains, on en arrive à imaginer ce que peuvent être certains lieux. « La méconnaissance, la déformation de l'information, l'imagination créent alors des frontières culturelles souvent fortes au sein de la ville » (J.P. Renard, 2001).

- 61 Pour tous ceux qui se trouvent de l'autre côté de la barrière mentale, de la frontière construite, identifiés comme hors normes par la majorité, les « normés », cette stigmatisation de populations ciblées pour leur retard, leurs carences ou leur dangerosité accentue la prégnance des frontières internes. Penser l'espace comme dangereux contribue à le rendre tel, sorte de « prophétie auto-réalisatrice » (J.F. Staszac). Elle nourrit des sentiments d'incompréhension, provoque le rejet de l'autre, le repli sur les micro-territoires. Le mécanisme est accentué par le vocabulaire, les mots de la ville, en particulier les sigles en Z dans le cas français³⁰, par la langue qui les porte et les transmet amplifiant les différences qui sont source d'insécurité.
- 62 L'émiettement de la citoyenneté-citoyenneté crée de tels divorces sociétaux que les risques de processus de communautarisation spécifiques et originaux ne sont pas négligeables. Ces derniers sont à l'origine de regroupements socio-culturels n'ayant aucun préalable à l'arrivée et à l'installation en ville. Ainsi la crise économique et sociale observée dans les villes africaines est jugée responsable d'une remontée des solidarités verticales, décrite comme celle d'une « retribalisation ». Dans la ville européenne, les barrières mentales, connotées comme frontières culturelles, décrivent une hétérogénéité souvent construite sans nouveaux apports significatifs de populations.
- 63 Le morcellement de la société et de la ville paraît de fait produit par le regard porté sur l'Autre. Les incidences sur l'aménagement urbain sont prégnantes quoique difficiles à prendre en compte. Elles expliquent certains désarrois observés au cœur de la gouvernance urbaine.
- 64 Les villes sont confrontées à des dynamiques fractales toujours plus intenses ; or celles-ci ne sont pas suffisamment prises en compte par les politiques urbaines, par les municipalités pauvres en moyens d'action. Les situations de tension réelles ou imaginaires (le résultat est identique) ont conduit les bourgeoisies locales à privatiser et à verrouiller à leur profit, une proportion de plus en plus élevée du territoire urbain. La prolifération accrue des formes résidentielles fermées pour classes riches et aisées (et de plus en plus pour toutes les classes solvables) se généralise dans tous les espaces métropolitains ; ainsi à Mexico, les lotissements fermés représentent aujourd'hui près de la moitié de l'offre immobilière réglementaire³¹. La production des formes et objets urbains en réponse aux peurs sociales, aux risques urbains ressentis, aux nécessités de l'entre soi et de la distinction sociale, accroît les processus de fragmentation des villes.
- 65 Dans la zone périurbaine du Grand Caire, B. Florin³² montre bien le processus de privatisation en cours de pans entiers de la ville nouvelle de Six Octobre conçue dans les années quatre-vingt avec d'autres (Dix de Ramadan, Al Sadat...) pour désengorger la métropole. Elle décrit la création de quartiers de villas, du Village Golf Soleimania, entourés de hautes enceintes qu'on ne traverse que par des portes quasi fortifiées et surveillées par des sociétés de gardiennage. Espaces réservés aux riches égyptiens, territoires surveillés soumis à des règles inconnues dans les autres parties du territoire national. « Cet entre soi exclut tout ce qui caractérise, aux yeux des promoteurs et des habitants de ces nouveaux quartiers, les espaces publics de la capitale qu'il s'agisse de la promiscuité humaine... et, plus encore, de ce qui pourrait rappeler une promiscuité sociale non désirée ». Il s'agit bien d'ériger ces quartiers en nouveaux modèles d'urbanité, d'un nouvel idéal d'habiter et d'habitat...à l'opposé de la citoyenneté traditionnelle méditerranéenne-orientale.

- 66 Espaces types de la ségrégation socio-spatiale, ces lieux qu'ils soient quartiers résidentiels fermés ou villes privées, expriment l'affaiblissement, sinon la fin des solidarités urbaines, la valorisation des solidarités de classe, solidarités marchandisées et privatisées. Ils construisent une démarche de dissociation entre les divers groupes et au-delà même, expriment la négation de l'autre, étranger à son propre groupe de solidarité. Les enjeux spatiaux et territoriaux, ceux de l'organisation politique et collective de la ville (et de son gouvernement) doivent être réexaminés à la loupe de la nouvelle donne et logique. Car, si les recompositions des territoires urbains induisent de nouvelles responsabilités, de nouveaux rôles aux gouvernements locaux, elles favorisent aussi et de plus en plus, dans les situations extrêmes, la délégation du contrôle et de la gestion d'espaces publics à de nouveaux acteurs, au secteur privé ce qui est à la fois un retour à la cité pré-moderne et la négation de la ville fabrique et foyer de civilisation et de sociabilité.
- 67 Ainsi dans l'agglomération de Johannesburg³³, des fragments de ville – la banalisation des quartiers résidentiels fermés – s'organisent en réseaux, nouveaux acteurs en situation de concurrence et de confrontation vis à vis du pouvoir municipal du fait de leur capacité à mobiliser des fonds et des influences. Les réseaux d'« enclosures » qui désignent des secteurs urbains entourés de barrières souvent gardés par des compagnies privées de sécurité, dessinent et constituent une sorte de ville-archipel dans la ville. Elle souligne l'acuité des discontinuités socio-spatiales et la fonctionnalité de nouvelles frontières internes.
- 68 Dans ce cadre géographique, on assiste à la connexion entre des parties de ville et à la déconnexion de réseaux privés (privatisation de secteurs urbains, de rues, des services de sécurité, d'entretien...). Se produit en parallèle l'unification socio-spatiale de « l'archipel » protégé et privatisé et son « extraction » (éloignement) de l'espace qui constituait jusqu'alors son environnement naturel. Dans le contexte historique de la globalisation des marchés, tandis que les frontières d'état s'effacent, les frontières au niveau local se multiplient et marquent de plus en plus les paysages métropolitains. La logique de séparation paraît inéluctable.
- 69 La relégation des populations à très faible mobilité sociale, les minorités ethniques (visibles), dans les cités et grands ensembles (en France) se généralise, tandis qu'à l'autre extrémité sociale et spatiale, l'expansion des quartiers des classes bien dans la mondialisation, en cours de gentrification (élitisation selon E. Dorier-Apprill) se banalise. Entre les deux, s'étale l'espace péri-urbain pavillonnaire de la masse des classes moyennes (inférieures) qui fuient les cités, mais ne peuvent pas suivre les prix prohibitifs et sélectifs du foncier et de l'immobilier des zones centrales métropolitaines³⁴. Alors comment faire ville, comment construire de nouvelles urbanités ? La ville ne serait-elle plus qu'un modèle idéalisé, qu'une idée³⁵
- 70 L'étude des différents facteurs responsables de la production des frontières dans la ville démontre toute la complexité des mécanismes en jeu, l'absence de déterminisme et l'ambiguïté des phénomènes en cours. La dimension économique paraît l'emporter sur toute autre bien que l'appartenance communautaire et les représentations demeurent des variables déterminantes. C'est autour de ces facteurs que se mettent en place les frontières internes, toute une géographie sociale de la ville.
- 71 Comment les frontières de la ville s'inscrivent-elles dans l'espace. Sont-elles productrices d'objets spatiaux et de formes spécifiques ? Existe-t-il une économie de la frontière interne ? Peut-on évoquer en ville des sociétés de frontières ? Les réponses à

ces interrogations exigent d'autres recherches et rencontres. Dans le cadre de cette contribution, il ne sera fait référence qu'à quelques points relevant d'une thématique complémentaire, celle de la matérialité et de la « traçabilité » des frontières dans la ville.

La matérialité des frontières dans la ville

- 72 Les discontinuités spatiales dans leur matérialité, héritée ou construite, attestent d'une volonté programmée, idéologisée et traduite du politique, ou d'un processus « spontané » et réinterprété. Plusieurs types de formes et objets spatiaux spécifiques peuvent être observés et sont garants d'une réalité géo-sociale incontestable.
- 73 Des lignes de discontinuités construites ou produites par les politiques et/ou les groupes communautaires dominants, les murs d'enceinte, les barrières, les grilles sont les plus signifiants, car ils soulignent la menace, la submersion et se présentent comme une sorte de digue protectrice. Toutes les formes de verticalité de la frontière évoquent le repli, l'enfermement, la rupture, le marquage des différences.
- 74 Dans la ville d'aujourd'hui, la forme aboutie serait « la ville privée »³⁶ ceinte de murs de clôture, sous vidéo surveillance, soumise aux contrôles des sociétés de gardiennage, parfois de milices armées pouvant pratiquer la fouille à l'entrée des quartiers autant à Caracas qu'à Rio de Janeiro ou autres villes. La généralisation des grilles dans les villes latino-américaines est un autre aspect de la frontière interne.
- 75 Les *no man's land*, les glacis, les zones tampons aménagées afin d'interdire la circulation des hommes et des marchandises ou pour la canaliser, représentent les formes horizontales de la frontière. Les équipements lourds dans la ville (depuis les casernes de l'ère coloniale...), les voies de circulation à grande vitesse de type pénétrante, voie rapide, autoroute urbaine, voie ferrée, métropolitain aérien ou en surface... – voies de communication pour lesquelles Marc Augé évoque autant de « non lieux » qui sont malgré tout « la mesure de l'époque » se caractérisant par des « polarités fuyantes », des « polarités intermittentes » même – forment des espaces quasiment infranchissables. Les trente-cinq kilomètres de boulevard périphérique (sauf à l'ouest de Paris où l'autoroute est couverte) constituent ainsi une barrière matérielle, sonore et visuelle quasi infranchissable, une véritable césure physique et symbolique. Au-delà de cette frontière sont rejetés les familles pauvres, les morts et tous les déchets d'un Paris intra-muros « réservé » aux populations à haut niveau de qualification, employées dans les activités dites « stratégiques » ouvertes sur l'international. Au lissage social par le haut correspond un lissage par le bas des zones de banlieues les plus défavorisées³⁷.
- 76 Ces nouvelles frontières excluent, rejettent quand elles n'enferment pas « les gens de l'ailleurs », les « étrangers à la ville » – bidonvillois, sous-prolétaires, marginaux³⁸. Le quartier du Val Fourré (Mantes-la-Jolie) en région parisienne est coupé du centre ville par une autoroute et une voie ferrée ce qui lui vaut la réputation de « quartier à risques ». Ailleurs, c'est une voie du RER, des lignes à haute tension, soit des lignes de rupture quasiment infranchissables qui matérialisent « les frontières internes » . Dès lors, le voyage au centre de l'agglomération se transforme en une sorte de transgression avec ses rituels propres³⁹. Les expressions du franchissement des limites prennent forme dans les secteurs de passage et les espaces publics. Ainsi, les plateformes multimodales (la Défense ou le Châtelet à Paris, la Part Dieu à Lyon) où se rassemblent gare ferroviaire et gare routière, station de métro, centres commerciaux,

nouveaux hubs sociaux, sont devenues les lieux de rencontre et d'échanges des jeunes générations originaires des périphéries urbaines⁴⁰.

- 77 D'autres formes de frontières internes sont matérialisées par les oppositions morphologiques entre les quartiers bien équipés, structurés, aux constructions réglementaires d'immeubles de standing, de plusieurs dizaines d'étages comme à Rio (de Flamengo à Parra, en passant par Copacabana, Ipanema, Leblon...), immeubles juxtaposés dans l'espace qui peuvent constituer des quartiers lourds, denses, inaccessibles (de type Manhattan) et les quartiers non réglementaires, d'habitat précaire et sommaire, quartiers non aménagés, mal structurés (les favelas). Le contraste entre les deux formes d'aménagement crée la frontière. Lorsque l'opposition n'est pas suffisante pour créer l'interdit absolu – « transgressions » quotidiennes des travailleurs, mais plus remarquées celles des délinquants – peuvent être placées des barrières constitutives d'enclaves isolées du reste de la ville, des postes de police à l'entrée de quartiers d'habitat précaire, postes de police fixes ou mobiles. Se nouent autour de la présence policière, activités légales ou illégales, suspicion.. qui n'effacent pas le sentiment d'insécurité vécu.⁴¹
- 78 Des discontinuités fortes, sensibles et présentes aux yeux de tous dans la ville représentent la matérialisation des écarts économiques et sociaux entre les groupes, opposant les intégrés et les non(sous) intégrés, les citoyens et les exclus de la citoyenneté.
- 79 De façon récurrente, on observe que ce sont les mieux insérés dans la ville qui réclament des murs, qui fuient les moins bien insérés dans l'économie et la société citadine. Dans son ouvrage « Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social »⁴², Eric Maurin montre bien que se sont les plus riches qui se regroupent toujours plus et accaparent des pans entiers des centres-villes, les zones les mieux équipées. « Ils sont les principaux acteurs « de l'entre soi » et repoussent les classes inférieures vers les périphéries ». Si l'on retient le concept de ghetto, celui-ci caractérise mieux l'habitat des familles riches à la recherche d'entre soi que celui des familles les plus pauvres.
- 80 L'évolution territoriale conduit à des processus de quasi sécession urbaine. A la suite de plusieurs sociologues, on peut évoquer des « quartiers d'exil », la réalisation d'enclaves isolées du reste de la ville pour les plus riches fondés sur des affinités de style de vie (arguments écologique, sportif, sécuritaire). Sécession, car des fractions urbaines riches se désolidarisent du reste de la ville en prenant en charge (à leur compte) leur propre fonctionnement et se soustraient au financement des services collectifs qui ne les concernent plus fondamentalement ou en se substituant aux pouvoirs publics pour se protéger de l'insécurité réelle (ou supposée) du reste de la ville.

Conclusion

- 81 La ville traversée par des lignes de discontinuité si franches qu'elles en deviennent des frontières internes est un organisme vivant, mais de plus en plus composite. La ville ne relève plus de valeurs collectives citoyennes productrices de pratiques citadines incontestables et communes, où se croisent et s'articulent tous les apprentissages et savoirs responsables de la création d'une construction sensible, riche de symboles et de significations. Elle est la juxtaposition/combinaison de différentes temporalités qui renvoient à des acteurs, à des pratiques sociales, et à des interprétations contrastées, sinon opposées et conflictuelles. A la délicate articulation et liaison entre les divers morceaux de ville, entre des territoires contrastés et appropriés par des groupes aux

intérêts contradictoires, s'ajoutent les dysfonctionnements et difficultés nés du changement d'échelle de l'urbain.

- 82 La relation entre inégalités sociales et fragmentation spatiale n'est jamais mécanique et totale, d'autres variables s'immiscant dans la composition territoriale. Pourtant, l'histoire montre bien que, dans la ville inégalitaire et discontinue, les mécanismes de socialisation et de territorialisation, producteurs de nouvelles formes et niveaux d'urbanité et de citadinité, ne fonctionnent plus de manière égale pour tous, que les façons de vivre la ville et en ville deviennent de plus en plus contrastées et ambiguës, jusqu'à définir des territoires « policés », sous contrôle, en cours de gentrification, et d'autres qualifiés de dangereux ou de non maîtrisés.
- 83 Ces différences s'exacerbent et produisent du conflit et des frontières de plus en plus nettes, matérialisées ou non. Ce constat de la généralisation des formes de ségrégation socio-spatiale, des processus de fragmentation irrépressibles dans la ville contemporaine conduit à s'interroger sur la pérennisation de l'objet même de ville. Ceci justifie l'implication de l'historien (le retour à la mémoire) et du sociologue dans le débat aux côtés du géographe de la ville et de l'urbaniste, sur la réhabilitation des centralités premières, la réinvention et la recomposition des espaces publics, la requalification économique des centres historiques...Autant de rencontres et confrontations utiles, fécondant les initiatives et les actions réformatrices des institutions urbaines aux prises avec une mondialisation aux effets sociaux souvent dévastateurs, difficiles à corriger sinon à masquer, et ceci malgré tous les mécanismes de mise en scène de la ville.
- 84 Malgré les politiques de la ville et les investissements liés, l'accentuation des déséquilibres socio-spatiaux et le marquage de frontières internes font que les « univers socio-culturels » constitutifs de l'urbain, s'éloignent les uns des autres, au mieux se tolèrent sans s'interpénétrer sinon sur quelques marges spéculatives. C'est dans les interstices très étirés des agglomérations, dans les zones floues de la ville mal « éclairée » (sorte de confins d'un nouveau type) qu'une « petite production marchande urbaine » productrice de sous-cultures de l'aléatoire marquées par la précarité, l'urgence et l'illégalité dévorante et démonstrative s'active et produit de nouvelles façons d'être de la ville.
- 85 Il existe une société et un espace urbains certes composites, fragmentaires et inégalitaires, mais existe-t-il une Cité, envisagée comme un lieu de citoyenneté, d'identité, un lieu commun à tous (universel) ? Ce qui paraît consubstantiel à la citadinité, cette façon d'être de la ville, c'est un savoir, produit d'une longue accumulation d'expériences, et une capacité à le diffuser et à l'enseigner. La citadinité dit et enseigne la ville en la replaçant dans son histoire, celle des crises, des ruptures, de l'accueil...tout un ensemble de faits qui construisent une histoire et une identité, capables de faire partager à tous les mêmes lois, les mêmes codes, pratiques, mythes.... Toute ville étant le produit d'un imaginaire. La difficulté est de transmettre le message aux nouveaux arrivants en ville, aux néo-citadins, ainsi qu'aux citoyens dits « de deuxième zone » tenus aux lisières de la ville. Tout est affaire de solidarité, du désir de partager, partage plus symbolique sans doute que matériel. Or, celui-ci se dérobe lorsque les liens entre le public et le privé, l'ouvert et le fermé s'étiolent, lorsque les territoires ne sont plus accessibles à tous les flux.
- 86 Recréer de l'espace ouvert, commun et public, mais sur quel mode ? Réinventer des lieux de rencontre, recomposer et réadapter les espaces publics, de tels actes paraissent

nécessaires à l'arrêt du processus de dislocation de la cité. Car les espaces publics participent à la recreation d'une sociabilité et d'une certaine cohésion sociale ; ils représentent comme la scène plurielle de la vie urbaine. C'est par la pratique de ces lieux que les citoyens prennent conscience de leur proximité et de leur différence, d'une co-présence qui est aussi co-existence. Ils réalisent qu'ils sont partie prenante d'une dynamique socio-spatiale globale s'exprimant fréquemment par des frictions, des violences, des actes d'incivilité même, jusque dans ces lieux pourtant faits pour l'apaisement des conflits et l'appropriation des différences.

- 87 Or, la création des espaces publics s'effectue de plus en plus selon un mode généralisé, théâtral et aseptisé, l'espace étant neutralisé par le seul objectif marchand, de type zone piétonne, axe de déambulation et de chalandise. Est-il encore envisageable dans ce temps de marchandisation qui réduit l'espace public à une galerie commerciale, de reproduire les usages collectifs de l'espace partagé et d'appropriation d'une identité commune sans risque de dérapages inhérents aux rencontres avec l'altérité, sous contrôle organisé ?
- 88 Le degré de pathologie spatiale serait-il tel que rien ne favorise plus la régulation de l'échange social ?

NOTES

1. - Sur les villes et la citadinité méditerranéenne, la contribution de M.Aymard *Espaces* dans F. Braudel *La Méditerranée. L'espace et l'histoire*. Coll.Champs.Flammarion. 1985.
R.Escalier chapitre 2 *La ville méditerranéenne* dans *La Méditerranée* Paris. CNED-SEDES 2001.
  2. - J. Donzelot *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues ?* La couleur des idées. Edit. du Seuil. 192 pages. 2006
  3. - « *La ville est un espace cinétique parce que la mobilité est constitutive de l'habitat urbain* » rappelle J. Rémy dans *Privé/Public : entre pratiques et représentations*. Villes en parallèle n° 32-3-4. 2001.
  4. - Michel Foucher : *Fronts et frontières*. Paris. Fayard 1988 (525 pages) 2° édition 1991.
  5. - *Les frontières dans la ville un objet incongru ? Le cas des villes sud-sahariennes*. Dans *Villes et frontières* B. Reitel, P. Zander, J.L Pernay et J.P Renard (dir) Paris Anthropos. Collec. Villes (275p) 2002
  6. - J. Habermas : *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris. Payot. 1978
  7. - O. Mongin : *Mondialisation : de la fragmentation à la ségrégation urbaine*. Esprit. Mai 1997.
- F. Navez-Bouchanine : *Des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale : une approche critique de la notion de fragmentation*. Dans : *Vocabulaire de la ville* (dir. E. Dorier-Apprill) Edit. du Temps. 2001.

8. - A titre d'exemple, l'anomalie française de la non taxation des terrains non construits bien situés dans la ville et bénéficiant souvent d'aménagements dans leur proximité responsables de l'augmentation de leur valeur vénale.
9. - L'emploi du terme de banlieue est au plan urbanistique, sociologique et géographique totalement impropre. Sans les guillemets, son utilisation serait confondante.
10. - Les grands ensembles ne furent-ils pas la figure de la modernisation de la société par l'urbain, en France dans les années 60, avant de devenir quelques décennies plus tard le symbole de la crise urbaine ?
11. - *La citadinité en questions*. M.Lussault et P.Signoles dir. Fasc. de recherches n° 29 . URBAMA (Urbanisation du Monde arabe). Tours 1996
12. - Au Maghreb, le terme de l'évolution urbanistique fut tel que les mots « d'oukalisation » (Tunisie) ou de « fondoukalisation » (Maroc), furent un temps d'emploi fréquent pour décrire les villes historiques : les médinas.
13. - Se reporter à : *Histoire de l'Europe urbaine* sous la dir. de J.L.Pinol Seuil, 2003. Plus précisément le tome II : De l'ancien régime à nos jours. Livre 5 : *La ville européenne outre-mer* par O.Goerg et X. Huetz-de-Lemps (pages 277 à 552).
14. - Ainsi le quartier « italo-espagnol » du Maârif situé à proximité de la zone ponctuée de villas du paraître d'Anfa à Casablanca, la métropole économique marocaine.
15. - Il est aisé au Maroc de rappeler l'action et les réalisations d'un urbaniste, prix de Rome en 1902, Henri Prost. Celui-ci, à la tête du Service d'Architecture et d'Urbanisme pendant plus de dix ans (1913-1923) dessina les plans d'une dizaine de villes dont les cinq plus importantes : Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech et Meknès.
16. - Ensemble des pratiques qui permettent à un groupe de se différencier de façon nette et non équivoque des autres : des quartiers et des groupes.
17. - J. Berque : *Maghreb, histoire et sociétés*. Sociologie nouvelle. Situations. SNED Duculot. 1974 (227 pages). L'article : *Médina, ville-neuve et bidonville*.
18. - « *C'est ainsi que la qualifie Abdalla Nadim en 1992 dans son journal* », écrit N. Hanna dans sa contribution : *Les mots et l'espace du Caire au tournant du XIX^e et du XX^e siècle*, à l'ouvrage dirigé par H. Rivière d'Arc : *Nommer les nouveaux territoires* » aux Editions UNESCO et MSH Paris. 279 pages. Paris 2001
19. - Dans l'arsenal législatif, les deux lois de 1950, le Group Areas Act et le Population Registration Act, donnèrent les fondements juridiques au nouveau système ; chacune des catégories distinguées par la raciologie sud-africaine était en théorie « enfermée » dans des territoires propres.
20. - On peut rappeler qu'en 1960, la police sud-africaine tira sur la foule du township de Sharpville (Sud de Johannesburg) qui protestait contre le pass, passeport intérieur imposé aux Noirs pour qu'ils puissent pénétrer dans la ville blanche.
21. - L'hygiénisme centra son attention sur des espaces caractéristiques de pathologies à éliminer. Il s'agissait d'éviter la propagation des épidémies ; pour cela, constructions d'infrastructures collectives, les miasmes, les microbes ne s'arrêtant pas aux limites des quartiers. Cette politique dissimula une volonté de contrôle social, significatif du traitement sanitaire de l'exclusion.
22. - M. Pinçon-Charlot et M. Pinçon : *Dans « les beaux quartiers », stratégie de renforcement de l'appropriation exclusive des beaux quartiers*. Seuil 1989.
23. - Les condomínios fechados sont au Brésil des quartiers résidentiels fermés « occupés par des familles de fortune récente...condomíniums de haut standing ont, en quelque sorte, reproduit avec periferia, l'opposition plus ancienne entre vila et jardim »

M. da Silva Pereira *Le temps des mots. Le lexique de la ségrégation à Sao Paulo dans les discours de ses réformateurs (1890-1930)* dans *Les divisions de la ville*, dir. C. Topalov 2002.

Edit. UNESCO et MSH Paris

24. - La métropole brésilienne Rio de Janeiro « cidade partida » offre un exemple remarquable puisque les « favelas » installées aux balcons des mornes (morros) regardent quotidiennement s'épanouir à leurs pieds un urbanisme monumental caractéristique des quartiers aux centralités inaccessibles pour les habitants des zones sous-intégrées. Formidable mélange que d'aucuns décrivent explosif et dangereux, de distances sociales et de proximité physique.

25. - Comme le souligne justement Ph. Apparicio (2000), les divers indices de ségrégation résidentielle (ou spatiale) ont été peu utilisés par les chercheurs francophones travaillant sur le thème de la division sociale de la ville ? Sans doute en raison du retard vis à vis des Etats-Unis (et du Canada) des politiques dites de « déségrégation » urbaine et de la moindre influence des études d'écologie factorielle urbaine. En Europe et en France en particulier, la question des minorités visibles 'et de leur positionnement géographique dans la ville est relativement récente tandis qu'aux Etats-Unis, le « problème noir » est consubstantiel à la construction de la structure politique fédérale. Parmi les auteurs de travaux sur la ségrégation résidentielle retenons : / - C. Rhein (1994) *La ségrégation et ses mesures*, dans J. Brun et C. Rhein (eds) *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*. L'Harmattan (250p). / - P. Petsimeris (1995) *Une méthode pour l'analyse de la division ethnique et sociale de l'espace intra-métropolitain du Grand Londres*. L'espace géographique 2. / - Ph. Apparicio (2000) *Les indices de ségrégation résidentielle ; un outil intégré dans un système d'information géographique*. Cybergéog. N° 134. A la suite de Massey et Denton, l'auteur rappelle les cinq dimensions des manifestations spatiales de la ségrégation résidentielle : l'égalité, l'exposition, la concentration, le regroupement ou l'agrégation spatiale et la concentration.

26. - Perçue à l'échelle des grandes villes mondiales, villes concurrentes et soucieuses de développer leurs avantages comparatifs.

27. - C'est ce dont attestent les déménagements fréquents et coûteux et les mouvements résidentiels des familles en quête d'établissement scolaire de bonne réputation pour leurs enfants. Tout autant le titre de l'ouvrage de G. Felouzis, J. Perrotton et F. Liot : *L'apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*. Paris, Le Seuil, 2005.

28. - La « fracture sociale »...dont on ignore la proportion des ménages situés de part et d'autre. Pour le démographe E. Todd « 80% de la population française souffre en France », la fracture séparant cette masse énorme des 20% des classes supérieures et à l'aise dans la mondialisation.

29. - Dans certaines grandes métropoles mondialisées, la projection socio-spatiale de la misère à travers les quartiers, lieux « symboliques », de favelas, barrios, bidonvilles, townships...est objet d'exploitation touristique comme ailleurs le patrimoine architectural et urbanistique. Ainsi en Argentine, certains tours operators proposent aux touristes la visite des zones de pauvreté (les quartiers de l'informel) de Buenos Aires. A quand la découverte des quartiers des Moulins, de l'Ariane, de Bon Voyage pour les visiteurs et les résidents de la capitale du tourisme azuréen Nice ?

30. - ZEP (zone d'éducation prioritaire où il s'agissait de lutter contre les inégalités sociales, d'entreprendre des efforts ciblés à fin d'insertion des jeunes des quartiers défavorisés), ZUP (zones à urbaniser en priorité), ZUS (zones urbaines sensibles), ZFU

(zone franche urbaine)...Autant de Z qui transmettent la vision segmentée de la politique de la ville. La superposition de zonages crée un effet de stigmatisation sans introduire une correction des disparités dans l'offre de services publics. Le premier signe manifeste de politique de discrimination positive...fut complété par l'effort nécessaire et inabouti de déségmentation (cf. projets des contrats de ville 2000-2006, les lois dites Chevènement, Voynet...).

31. - Marc Guerrien : *L'enfance agitée d'une mégapole. Transition urbaine et fragmentation de l'espace dans la vallée de Mexico*. Thèse de Doctorat .EHESS Paris. 2005

32. - B. Florin : *Planification et compétences citadines dans les villes nouvelles égyptiennes*. Villes en parallèle. N°32-3-4. 2001.

33. - En particulier la très intéressante contribution de C. Bénit : *La suburb, l'enclosure et l'Etat : logiques sécuritaires et dynamiques politiques dans les quartiers aisés de Johannesburg* (pp. 51-68), dans le numéro thématique de la revue Socio-Anthropologie consacré à la « Ville monde » n° 16. 2005.1^{er} Semestre sous la direction d'A. Bertho.

34. - Une étude (citée par E. Maurin, ci-dessous) montre l'évolution de 80 quartiers parisiens entre 1982 et 1999 : la proportion de ceux où résident deux fois plus de cadres que de professions intermédiaires (agents de maîtrise, employés ...) est passée de 25 à 63%. « On ne trouve pas une telle concentration à l'autre bout de l'échelle sociale ». En effet, la principale fracture pour les auteurs de l'étude et celle qui s'accroît le plus, passe entre les élites culturelles (cf. l'élection de Delanoë à la mairie de Paris) et les classes moyennes dont les plus démunies rejetées vers les classes populaires avec qui elles se mélangent progressivement. L'obsession collective de se retrouver entre soi, le mécanisme est dominé par le filtre du marché du logement de sorte que ne peuvent voisiner que des catégories sociales proches les unes des autres tant au plan matériel qu'au plan culturel. On entre alors dans un mécanisme sélectif déterminant, habiter un « bon quartier », c'est fréquenter une « bonne école », bénéficier d'un « bon voisinage »... où les copains, les parents des copains deviennent une ressource pour le présent et le futur.

35. - J. Donzelot *Quand la ville se défait*. -op.cité-

36. - Revue Urbanisme *Villes privées*. N° 312. Mai Juin 2000 .

37. - Une étude de l'IAURIF, démontrait qu'en Ile de France, entre 1984 et 1996, les communes les plus défavorisées s'étaient paupérisées : le revenu moyen des foyers fiscaux y avait fléchi en moyenne de 3,5 % (et jusqu'à 15 % dans des communes comme celles de Grigny et de la Courneuve) alors qu'ils avaient augmenté de 6,9 % dans les autres communes de la région. Il serait intéressant de mettre en rapport ces données avec la géographie des émeutes de novembre 2005.

38. - Les plus marginaux d'entre eux trouvent parfois dans ces zones de séparation, de division, des abris précaires, des points d'accroche.

39. - Référence au film de Mathieu Kassovitz : *La haine* (1995).

40. - En conclusion de leur étude intitulée *Espace public et jeunes à Euralille*, (Ville en parallèle N° 32-3-4, 2001), M. Kokoreff et O. Steinauer soulignent que « plaçant la ressource relationnelle au premier plan de l'intérêt du lieu, espace de promenade et d'ostentation avant d'être un lieu d'achat, ces jeunes, à leur corps défendant, font un usage paradigmatique du centre commercial comme espace public ».

41. - Pour les cariocas, les policiers sont des corrompus qui touchent une fraction du butin acquis lors des agressions nocturnes de citadins ou de touristes dans les bus, dans les chambres d'hôtel, aux feux rouges...

42. - *La République des Idées*. Seuil 2004.

RÉSUMÉS

L'objet de cette contribution est une interrogation sur les divisions de la ville et la nature des frontières internes. Trois types principaux sont analysés. Les frontières imposées, déterminées par le politique, la stratégie et le planifié. Les frontières spontanées, produits par les processus de la ségrégation économique et sociale. Les frontières imaginaires qui déterminent dans les têtes une structuration particulière du territoire urbain, désignant un mode d'appréhension du construit anticipant les conduites et les rapports à l'espace.

The motive of this contribution is an inquiry on the divisions of the city, and the nature of internal frontiers.

Three main types are analysed :

- Imposed frontiers, determined by politics, strategy and planning.
- Spontaneous frontiers, caused by the process of economic and social segregation.
- And imaginary frontiers, wich determine an unusual structuration of urban territory in people's mind and induce a way of grasping constructions, by anticipating the behaviours and relationship with space.

INDEX

Mots-clés : ville, frontière intérieure, séparations sociales et territoriales

AUTEUR

ROBERT ESCALLIER

C.M.M.C. - Université de Nice